



Intervention au nom du **collectif national Non au SNU**

le 11 novembre 2024, lors de la cérémonie devant le monument de Gentioux

J'interviens au nom du collectif Non au SNU, ... Non au Service national universel.

Ce collectif a été créé en 2019, sur l'initiative de trois organisations : l'Union pacifiste, la Fédération nationale de la Libre pensée et l'Union syndicale Solidaires (que je représente ici). Il rassemble depuis de nombreuses autres organisations associatives, syndicales, politiques, des revues, etc., et aussi des comités ou collectifs locaux.

Notre propos, en tant que collectif national Non au SNU, est d'informer sur la réalité de cette invention gouvernementale qui date de 2018. Cette réalité, c'est quoi ?

Le SNU, c'est une **opération de soumission de la jeunesse**.

Le SNU, c'est une **remise en cause des droits des travailleurs et des travailleuses**.

Le SNU, ce sont **des dépenses considérables**, qui seraient bien plus utiles si affectées à des besoins sociaux.

Le SNU, c'est le **renforcement de la militarisation** de la jeunesse, mais aussi, plus globalement, le renforcement de la militarisation de la société.

Le gouvernement prétend que le SNU est un outil pour apprendre aux jeunes à s'engager. Mais **les jeunes s'engagent quand ils et elles le veulent**, ce n'est pas à l'Etat de leur imposer de le faire, pour ce qui l'arrange !

Ils et elles s'engagent pour lutte contre le racisme ; ils et elles s'engagent pour que cesse la destruction de la terre ; pour défendre leur droit à étudier ; pour le partage des richesses ; pour le droit au logement ; contre le colonialisme, compris dans les dernières colonies françaises, comme en Kanaky ou en Martinique.

Les jeunes s'engagent aussi pour exiger la fin des occupations militaires. Ils et elles s'engagent contre les impérialismes, pour la paix et contre la guerre.

Alors, la guerre, justement... Puisqu'on est le 11 novembre, on nous parle, à propos de cette boucherie monumentale que fut la Première guerre mondiale de « défense de la patrie », de la nécessaire « union nationale ». Mais quelle patrie défendait les centaines de milliers de sénégalais, de marocains ou d'algériens envoyés au massacre ? **La patrie qui expulse aujourd'hui leurs descendants et descendantes ?**

Pourquoi passer sous silence que cette guerre fut avant tout la **conséquence de l'expansionnisme colonial** de la France, de l'Allemagne et de quelques autres pays européens ?

Pourquoi taire la **responsabilité conjointe des gros industriels**, comme Schneider, Krupp ou De Wendel, dans la préparation, dans le déclenchement et dans la durée de la guerre ?

La guerre de 1914/1918 était une **guerre contre les peuples européens**, au sein desquels aspirations et organisations révolutionnaires se développaient. **Les capitalistes y ont sacrifié des millions de travailleurs**, des villes et des campagnes, d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Océanie, d'Amériques. C'est à ce prix qu'ils ont **sauvé leurs profits et leur ordre social, économique et politique !**

Bon, on n'est plus en 1914. Certes ! Mais cette 37^{ème} célébration annuelle du monument de Gentioux se situe dans un contexte où la guerre, les guerres, sont très présentes.

Il faut imposer la paix ; une paix juste et durable, pour reprendre l'expression souvent utilisée, avec raison, dans divers réseaux militants.

Il faut une paix juste et durable en Ukraine. Pour faire face à la guerre d'agression de Poutine, il faut soutenir la résistance populaire ukrainienne, annuler la dette extérieure qui est un outil – là comme ailleurs – contre la population, il faut saisir les biens des oligarques russes et aboutir au retrait des troupes russes hors de toute l'Ukraine !

Il faut une paix juste durable en Palestine. Pour cela, il faut rompre avec tout soutien au gouvernement raciste et génocidaire en place en Israël ; rompre avec tout soutien : diplomatique, ventes d'armes ou de matériel pour en fabriquer, collaboration culturelle, sportive, commerciale, etc. Il faut agir pour la libération des otages détenu-es depuis le 7 octobre 2023. Il faut libérer les prisonnier-es politiques palestinien-nes. Il faut mettre un terme à la colonisation, rendre au peuple palestinien les territoires occupés !

Les guerres ne concernent pas que les territoires ukrainiens ou palestiniens. **Soudan, Birmanie, Mali, Liban...** Le colonialisme, les ventes d'armes, les dictatures militaires font des dégâts partout dans le monde.

J'en reviens au SNU, pour conclure. Il y a deux semaines, le ministre de la Jeunesse et des Sports a annoncé que la généralisation prévue pour 2025 ou 2026 n'aurait pas lieu. Non pas que le projet ne les intéresse plus, mais pour des raisons budgétaires.

Disons-le, **la non-généralisation est une bonne chose. Mais ce qu'il faut, c'est l'abandonner**, rejeter toute opération de militarisation de la jeunesse, par exemple les « classes de défense », lointaines héritières du funeste protocole Armée/Ecole du gouvernement de gauche de 1982, réactualisé sous des formes diverses par les gouvernements successifs depuis 42 ans !

Non au Service national universel !

Non à la militarisation !

Oui à l'émancipation sociale !

Oui à la paix juste et durable !

Christian Mahieux,

Pour le collectif national Non au SNU

